

# « Peut-on encore parler d'industrie pharmaceutique française devant l'incapacité à développer et produire tests et vaccins ? »

## TRIBUNE

### Collectif

Quatre professeurs de médecine dressent un bilan accablant de l'état de la recherche en France et appellent l'Etat à réagir en privilégiant la recherche fondamentale.

Publiée le 4 mars 2021

**Tribune.** Que la patrie de Pasteur n'ait pas été capable de produire un vaccin contre le virus SARS CoV-2 est un échec qui implique autant le système public de recherche que son pendant privé, l'industrie pharmaceutique.

Cette situation n'est pas surprenante : on constate depuis de nombreuses années un désengagement des pouvoirs publics, avec seulement 2,2 % du produit intérieur brut (PIB) consacré à la recherche, en deçà des 3 % affichés dans [l'engagement de Bologne](#) et des investissements des principaux pays européens et nord-américains. Les carrières de la recherche n'attirent plus, et les sites universitaires constatent l'exode de leurs diplômés vers des pays beaucoup plus attractifs quant aux salaires et aux moyens de travail.

**Article réservé à nos abonnés Lire aussi [« L'industrie pharmaceutique française est dominée par de grands groupes transnationaux »](#)**

La recherche publique mobilise des chercheurs d'organismes nationaux (CNRS, Inserm, Inrae, Inria...), des enseignants-chercheurs des universités, des ingénieurs, des techniciens, des doctorants et postdoctorants. Ces personnels passent une grande partie de leur temps à rechercher des moyens financiers, déposer des demandes de contrats, rédiger des rapports d'activité, remplir des tâches administratives croissantes. La mission d'enseignement des enseignants-chercheurs s'est considérablement alourdie au détriment du temps consacré à la recherche.

## La recherche fondamentale mal considérée

Ce déclin est remarqué par la communauté internationale et abondamment rapporté dans les médias étrangers. En témoignent la diminution de la sollicitation des chercheurs français dans la gestion internationale de la science (édition, congrès, évaluation) et notre très faible attractivité pour des chercheurs étrangers. Paradoxalement, la formation des jeunes diplômés

dans nos laboratoires est universellement reconnue ce qui les rend largement courtisés par les universités étrangères.

Nos décideurs politiques n'ont pas conscience que la recherche, notamment celle dite fondamentale, est le moteur indispensable de l'innovation technologique, du développement industriel et du progrès social. Les propositions des gouvernements successifs de recapitaliser ce secteur et de revaloriser les carrières n'ont jamais atteint les standards internationaux.

**[Lire la chronique de Philippe Escande : « Derrière l'Institut Pasteur et Sanofi, c'est tout l'appareil de la recherche française qui a décroché »](#)**

Nos gouvernants privilégient la recherche appliquée conduisant à une commercialisation immédiate, une vision simpliste et à court terme qui nous rend tributaires des innovations étrangères. La situation actuelle ne peut que s'aggraver, car cette rupture de connaissance fondamentale se traduira pendant plusieurs années en affaiblissements des développements applicatifs. C'est la clé de compréhension que doivent avoir nos dirigeants pour une stratégie ambitieuse.

## **La pandémie actuelle est annonciatrice d'autres crises**

Chaque gouvernement apporte sa touche réformatrice, sans jamais rattraper un retard abyssal en comparaison de nos voisins. La récente loi de programmation pluriannuelle de la recherche 2021-2030 propose d'atteindre, sans garantie, 3 % du PIB dans la recherche, et prévoit une frileuse revalorisation des salaires, toujours en deçà des standards internationaux. Les grands plans universitaires (plan campus, IDEX, IHU...) peuvent avoir des mérites, mais leur technocratie et leur lenteur épuisent ceux qu'ils sont censés servir.

Peut-on encore parler d'industrie pharmaceutique française devant l'incapacité de cette dernière à développer et produire tests et vaccins ? Peut-elle se satisfaire de devenir une vaste entreprise de conditionnement et d'emballage de vaccins ? Peut-on vraiment considérer qu'une grande société pharmaceutique participe à une politique de santé publique quand elle ferme son département de recherche sur les maladies infectieuses ou quand elle réduit drastiquement son potentiel de recherche pour satisfaire le rendement financier à court terme ?

**Article réservé à nos abonnés [Lire aussi Covid-19 : pourquoi l'Institut Pasteur a abandonné son principal projet de vaccin](#)**

La pandémie actuelle est annonciatrice d'autres crises, toutes aussi graves, comme la résistance aux antibiotiques qui pourra causer la mort de millions de personnes et accroître la mortalité péri-opératoire. Depuis de nombreuses années l'industrie pharmaceutique s'est détournée de cette problématique parce qu'un traitement antibiotique n'est pas suffisamment rentable.

## **Pour une plus grande implication de l'Etat**

L'Etat, dans son rôle régalién, doit réagir. Il en a les moyens si ses dirigeants sont convaincus que la grandeur économique du pays repose sur sa grandeur scientifique. Cela implique des engagements moraux, financiers et humains durables, à la hauteur des enjeux. Une réforme

profonde de notre système de recherche publique est indispensable, assortie de moyens qui lui conféreront compétitivité, réactivité et attractivité. Elle doit être étroitement liée à une valorisation des enseignements scientifiques dès le collège.

Article réservé à nos abonnés **Lire aussi** [« Repenser le système de santé le plus démocratiquement possible afin d'affronter les crises du XXIe siècle »](#)

Cet enjeu mondial implique pour la recherche, la reconnaissance sociale de ses acteurs, une autonomie de décision et de gestion non bureaucratique, des engagements à long terme, la fin de l'opposition entre recherche fondamentale et recherche appliquée, l'aide à l'exploitation économique des découvertes fondamentales en France. Le ministère en charge de la recherche et de l'enseignement supérieur doit occuper une position prioritaire au sein du gouvernement et la recherche doit être décrétée « grande cause nationale » pour nous replacer dans le peloton des décideurs européens et mondiaux.

L'Etat doit s'impliquer directement dans les développements d'une recherche pharmaceutique en lien avec les grandes causes sanitaires, en conditionnant l'attribution du crédit impôt recherche aux engagements sur des problématiques de santé publique.

## **Les Français nobélisés font leurs découvertes à l'étranger**

La France a été un phare de la connaissance et des développements technologiques durant les trois derniers siècles par la découverte des causes des maladies infectieuses, l'identification des mécanismes de la vie, le décryptage de la structure de la matière, les développements dans l'aéronautique, le ferroviaire, la maîtrise de l'énergie nucléaire, la génétique moléculaire...

La France conserve un rôle important dans le domaine de la thérapie génique, mais que peut-on citer par ailleurs ? Des Français nobélisés mais qui font leurs découvertes à l'étranger, des chercheurs courageux qui essaient de tenir la compétition avec des boulets aux pieds, des décideurs politiques qui nous abreuvent de déclarations convenues.

Cette même France a-t-elle pour seule ambition de devenir un grand musée mondial de la science avec, inscrits aux frontons de ses bâtiments universitaires, les noms des scientifiques français prestigieux qui ont fait sa grandeur passée ? Elle s'en donne tous les moyens...

Les signataires de cette tribune sont : **René Habert**, professeur émérite de l'université de Paris, ancien directeur d'une unité de recherche Inserm/CEA ; **Rémi Kohler**, professeur émérite de la Faculté de médecine, université C. Bernard-Lyon-I ; **Joëlle Roche**, professeure retraitée de l'université de Poitiers ; **Jacques Samarut**, professeur émérite de la Faculté de médecine, université C. Bernard-Lyon-I, ancien directeur du département sciences de la vie du CNRS, ex-directeur de l'ENS Lyon. Tous les signataires sont membres de l'Association Claude Bernard.  
**Collectif**